

MILK-NEWS



Chers producteurs, chers intéressés,

l'été touche à sa fin et nous voici déjà au mois de septembre. Des hauts et de nombreux bas ont émaillé la saison météorologique mais aussi le marché du lait. La chute du prix du lait s'est prolongée jusqu'au mois d'août, nous confrontant ainsi aussitôt aux mêmes inepties. En raison de la sécheresse aux USA, les spéculateurs sur le marché du lait redoutent un tarissement de l'approvisionnement ; ils se mettent alors à gonfler, de façon effrénée et incontrôlée, la demande, poussant ainsi les prix sur le marché spot à la hausse. Et dire que d'autres prétendus experts avaient pronostiqué un scénario diamétralement opposé... Ce nouveau marché du lait libéralisé nous fait ici deux magnifiques cadeaux, l'incertitude et le manque de transparence ! Tout ce qu'un cours du lait stratosphérique sur le marché spot n'est jamais parvenu à établir, c'est un meilleur prix du lait.

Le Traité de Lisbonne, à l'article 39, alinéa C, prévoit, sans ambiguïté que : « La politique agricole commune a pour but de stabiliser les marchés. » Par sa politique de libéralisation des marchés, la Commission Européenne renie cet objectif. Elle se montre également totalement déconnectée de la réalité. Il y a quelques semaines encore, le Commissaire à l'Agriculture, Dacian Ciolos, expliquait que le marché du lait ne connaissait aucune crise puisque les prix très bas enregistrés en 2009 n'étaient pas encore atteints. Si le Commissaire prenait la mesure de l'énorme augmentation des coûts de production, il comprendrait que la crise actuelle est déjà bien plus grave que l'épisode de 2009.

Le monde politique ne porte pas seul la responsabilité du marasme actuel. L'industrie laitière et les syndicats majoritaires nous donnent aussi du fil à retordre. En Grande-Bretagne, l'organisation de producteurs laitiers « Farmers for Action » a manifesté contre la baisse annoncée du prix du lait et est parvenue à faire plier les laiteries, les supermarchés et les décideurs politiques. Vous en apprendrez davantage sur cette campagne dans ce numéro du bulletin d'information de l'EMB. Mais quelles sont les raisons de ce succès britannique ? Les producteurs de lait ont réussi à convaincre, non seulement, l'opinion publique mais aussi le syndicat majoritaire de leur apporter leur soutien. Avec ce dernier, ils travaillent de concert afin d'user de leur influence sur les décideurs politiques. L'EMB ne peut encore se targuer de pouvoir compter sur un tel allié. En Europe, les grandes associations agriculteurs historiques soutiennent, en priorité, l'industrie laitière et le commerce, au détriment de leurs propres adhérents. Ce sont les grands syndicats majoritaires qui insistent auprès des élus et de la Commission Européenne pour ne pas évoquer une crise du lait.

Plus que jamais et en dépit de toutes les oppositions, l'EMB se mobilise pour un prix du lait équitable, capable de garantir la survie économique des producteurs de lait. Nous portons aussi cette revendication avec les participants de la Good Food March 2012 qui a débuté partout en Europe au mois d'août et se terminera à Bruxelles le 19 septembre. Les citoyens et

les producteurs luttent ensemble pour l'émergence d'un marché équitable, la garantie d'une alimentation de qualité et la mise en œuvre d'une politique durable. En quelques mots comme en cent : pour une véritable valeur ajoutée.

Sieta van Keimpema (Vice-présidente de l'EMB)

Protestations des producteurs de lait britanniques : entretien avec Farmers for Action

Les producteurs britanniques se rebiffent actuellement contre les diminutions du prix du lait. Dans l'entretien suivant, David Handley, président de l'association « Farmers for Action », explique les motivations des protestataires et les revendications principales de son organisation.

Dans quel contexte s'inscrivent les manifestations menées par les producteurs de lait au Royaume Uni ? Pourquoi une telle campagne, maintenant ?

En mai 2012 est intervenue une baisse du prix du lait qui menaçait déjà la survie économique des éleveurs laitiers britanniques. Bien sûr, en raison de la conjoncture sur le marché mondial, nous nous attendions à des baisses de prix mais nous avons été surpris par les coupes sombres imposées. Ensuite, au mois de juillet, une autre diminution du prix du lait a été annoncée par les transformateurs, avec prise d'effet au 1^{er} août. A ce stade, nous avons estimé qu'il était plus que justifié d'exprimer notre ras-le-bol. Voilà pourquoi et comment nos protestations ont débuté.

Quels sont vos objectifs et vos principales revendications ?

La principale revendication de « Farmers for Action » est la mise en place en Europe et au Royaume Uni d'une industrie laitière durable. Mais un tel objectif ne peut être atteint tant que les éleveurs laitiers sont rémunérés en deçà des coûts de production. Par conséquent, sur le long terme, notre objectif est de garantir aux producteurs un prix, au moins, équivalent à leurs coûts de production et nous pensons que c'est tout à fait réalisable avec l'argent qui circule déjà tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Quelles sont les actions menées à ce jour ?

De l'Ecosse aux Cornouailles, partout au Royaume Uni, nous avons manifesté devant les laiteries et les centrales de la grande distribution. En plus des actions de protestation, nous avons rencontré les distributeurs et les transformateurs pour nous assurer qu'ils comprennent les raisons de notre mobilisation. Nous dialoguons également avec le gouvernement britannique.

Comment évaluez-vous vos résultats et quel est votre calendrier d'action pour l'avenir ?

La réponse à cette question est très simple. Grâce aux premières manifestations que nous avons organisées, nous sommes parvenus à faire annuler ces baisses de prix qui auraient rapporté 150 millions de livres sterling à l'industrie laitière britannique. Une première augmentation du prix du lait vient d'être annoncée par Arla. Désormais, ce sont 2,5 pence qui seront versés en plus à ses producteurs de lait, donnant un prix de vente normalisé de 29,5 pence par litre de lait. Notre objectif est désormais de convaincre tous les autres transformateurs de faire de même.

Christian Schnier (EMB)

Venez au Good Food Brunch le 19 septembre à Bruxelles



THE EU'S COMMON
AGRICULTURAL POLICY (CAP)
AFFECTS EVERYBODY

The Good Food & Good Farming Campaign

requests the pleasure of your company
at a **Brunch** in celebration of the

Good Food March

Wednesday 19th September 2012
from 12.30 lunch time

Esplande Solidamosc 1980
close to the Luxemburg Station
European Parliament
Brussels

R.S.V.P.
info@goodfoodmarch.eu

A citizen gathering on the future of food and farming in Europe - in front of the EU Parliament

Une rencontre citoyenne sur le futur de l'alimentation et de l'agriculture en Europe - devant le Parlement Européen

Eine Bürgerbewegung zur Zukunft von Lebensmitteln und Landwirtschaft – direkt vor dem Europäischen Parlament

Burgers komen samen over de toekomst van het voedsel en de landbouw in Europa - Voor het EU parlement

www.goodfoodmarch.eu

La nouvelle brochure tire au clair certaines choses au sujet des coopératives

Comme nous vous l'avions déjà annoncé dans le dernier numéro de la newsletter de l'EMB, nous souhaitons porter à votre connaissance un nouvel extrait de la brochure, récemment parue, de l'EMB dédiée à la question des coopératives dans le secteur du lait. Si cela vous intéresse, vous pouvez vous procurer la version intégrale de la brochure sur les coopératives – au choix en allemand, anglais ou français – par le biais de l'EMB.

Les laiteries coopératives, malédiction ou bénédiction ? Risques et opportunités associés au coopératisme pour les producteurs laitiers allemands

HANS FOLDENAUER

Les coopératives peuvent, en Allemagne, se targuer d'une tradition séculaire ; les premières mentions des coopératives remontent, en effet, au Moyen-âge. Actuellement, on recense plus de 5 400 coopératives, dont environ la moitié est composée de coopératives agricoles. Environ 70 % du lait produit en Allemagne sont transformés et distribués par des laiteries coopératives.

Durant la seconde moitié du siècle dernier, un énorme changement structurel se produisit. Alors qu'en 1950, 3 400 laiteries, organisées pour leur grande majorité sous la forme de coopératives, transformaient encore le lait, leur nombre est, de nos jours, passé sous la barre des cent entités. Et la concentration se poursuit sans cesse. Au cours des dernières années, des entreprises coopératives gigantesques ont vu le jour. Pour le moment, la DMK GmbH, née de la fusion entre Nordmilch eG, Humana Milchunion eG et Bad Bibra eG, constitue, avec ses 10 500 producteurs de lait et ses 6,8 milliards de kilos de lait, la plus grande entreprise laitière en Allemagne. Par ses structures entrepreneuriales toujours plus grandes, la filière laitière allemande souhaite mieux se positionner par rapport à la distribution.

Cette croissance se fait cependant aux dépens des producteurs de lait, qui exercent de moins en moins d'influence sur la direction de « leur » laiterie. En raison de la complexité des relations et de l'expansion croissante et mondiale des espaces économiques, les détenteurs de parts coopératives ne peuvent souvent rien opposer à l'argumentation de la direction et du conseil d'administration. Si les producteurs de lait ou leurs représentants s'inscrivent en faux contre les propositions de la direction et du conseil d'administration, les membres de ces organes n'hésitent pas parfois à brandir la menace de leur démission ou que tout retrait d'une lettre de résiliation et un retour ultérieur à la laiterie en question sont impossibles.

Un problème principal de la forme d'organisation qu'est la coopérative laitière est le lien entre le capital et le lait. Cette configuration signifie d'une part, la mise à disposition de fonds propres par le biais d'une souscription à des parts auprès de la coopérative et d'autre part, en vertu de l'obligation contractuelle d'apport, la mise à disposition par le producteur de la totalité de son lait à des fins de transformation. Malheureusement, force est de constater que la majorité des directions et organes des coopératives laitières cantonnent leurs associés dans un rôle de livreur de lait et les perçoivent moins comme des pourvoyeurs de capitaux et employeurs. Par conséquent, le mécanisme de formation des prix dans les laiteries coopératives (renversé ou « upside down ») ne fait du producteur de lait qu'un récolteur de miettes.

Un nombre croissant de producteurs de lait reconnaissent la nécessité d'entamer des réformes sur le marché du lait. Les producteurs laitiers ont besoin d'un marché où vendre leur lait cru avant l'étape de transformation, sans modifier les fondements financiers des entreprises laitières. Sachant cela, il convient de procéder par étapes. La première étape consiste en une

séparation du capital et du lait. L'apport en capital ne doit pas être rémunéré par l'argent du lait, mais sur la base du taux de rendement des parts. Simultanément, une convention distincte doit être conclue pour régir la livraison du lait. Cette convention peut couvrir soit des volumes partiels soit la totalité de la production de l'éleveur et avoir une durée de validité indépendante de la période d'engagement des capitaux.

Le producteur de lait du futur devra trancher : suis-je un producteur ou un transformateur? Combiner les deux, sauf dans les niches, ne sera plus possible. La structure organisationnelle des laiteries ne jouera plus qu'un rôle secondaire pour le producteur de lait conscient de la nécessité de ce choix. Le lait empruntera le chemin du meilleur transformateur et le capital empruntera la voie de la meilleure rémunération. Pour le lait, un marché pourra ainsi voir le jour en amont des laiteries. Des négociations auront lieu, on ne se contentera plus de livrer. Dans ce but, les producteurs de lait doivent se regrouper. En effet, se présenter seul face aux laiteries ne permet pas de négocier un prix rémunérateur.

Hans Foldenauer est le porte-parole du comité exécutif de la BDM, fédération allemande des producteurs de lait.

Christian Schnier (EMB)

La concurrence dans le secteur du lait : OPL fait une déposition contre l'industrie laitière en Espagne

Lors d'une assemblée générale qui s'est tenue dans la ville espagnole de Leon, OPL, la fédération de producteurs de lait espagnole et membre de l'EMB, a décidé de publier un avis dans le contexte d'une procédure en cours au sujet de l'enquête sur la situation de la concurrence dans le secteur laitier en Espagne. Son objectif en est de mettre au jour des comportements anticoncurrentiels de la part de certaines laiteries et d'étayer les résultats de la façon la plus incontestable sur le plan juridique. Fin juillet 2012, la commission nationale de la concurrence avait décidé d'engager une procédure contre plusieurs grandes laiteries espagnoles en raison de soupçons d'ententes au sujet des conditions de vente et des prix du lait. Parmi les laiteries accusées figurent notamment Pascual, Puelva, Danone, Nestlé ou Lactalis.

En outre, OPL exige que le gouvernement central et les communautés autonomes obligent les laiteries à employer un vétérinaire respectif dans chaque entreprise. Seul un vétérinaire serait, selon OPL, en mesure de garantir une traçabilité à cent pour cent du lait. L'objectif de cette mesure est de garantir des produits de grande qualité pour le consommateur.

Lors de son assemblée générale, OPL a aussi souligné la nécessité que le commerce n'ait pas le droit de distribuer des produits à un prix inférieur aux coûts de production. Cela signifie que les consommateurs ne devraient plus trouver sur les rayons du lait vendu à un prix inférieur à 0,70 euro par litre. Dans cet esprit, OPL se félicite de la décision prise par la chaîne de distribution Mercadona d'accepter une augmentation du prix producteur de 0,015 euro par litre bien que cette modification soit susceptible d'avoir pour conséquence une légère augmentation du prix pour le consommateur final.

En ce qui concerne les contrats conclus entre l'industrie et les producteurs de lait, contrats qui sont censés permettre aux éleveurs de négocier le prix avec les laiteries, la position des éleveurs est sans équivoque. Ils exigent des autorités l'application immédiate des réglementations légales correspondantes qui renforcent le pouvoir de négociation des

producteurs dans la chaîne de création de valeur.

Communiqué de presse d'OPL

Où en sont les producteurs de lait suisses un an et demi après l'introduction de la segmentation ?

Que n'a-t-on pas laissé entendre aux producteurs de lait suisses : « Avec la segmentation du marché du lait, nous aurons un instrument en prise avec les réalités du marché qui nous permettra de gérer le volume de lait ! Grâce à la segmentation, le prix du lait sera maintenant en phase avec son utilisation prévue ! » Ceci était censé soutenir la canalisation du lait vers des canaux créateurs de valeur !

La segmentation en lait des catégories A, B et C a fait l'objet des plus grands éloges. Le segment A devait être valide pour le marché domestique protégé, le segment B étant réservé aux produits sans protection frontalière et le segment C étant destiné à tout ce qui est vendu sans subventions sur le marché mondial. Naturellement, tout cela devant être contrôlable et transparent jusqu'à l'ultime litre de lait. Le 20 décembre 2010, l'organisation interprofessionnelle de la branche du lait (BOM) ne déclarait-elle pas avec arrogance : « Cette démarche contribue à empêcher la production de quantités de lait excédant les besoins du marché et menaçant les marchés créateurs de valeur et – en dernier ressort – les prix producteurs. » Ceci n'a pas empêché ces fameux prix producteurs de chuter et, chaque jour, l'on a détruit et l'on continue de détruire de façon menaçante une énorme création de valeur dans nos exploitations. Les paysans traitent les vaches plus que jamais auparavant et le prix du lait est aussi bas qu'il y a cinquante ans encore.

Le monitoring actuel des prix du lait assuré par l'organisation faîtière des producteurs de lait suisses, la PSL, a révélé qu'un an et demi après son introduction, la segmentation A-B-C mise au point par la BOM n'a pas réussi à s'imposer. En réalité, on paye fréquemment des prix mixtes compris entre les différents segments de prix et qui ont tendance à évoluer plutôt en direction des bas prix du segment C. Voilà donc la raison des bas prix du lait. La majeure partie des producteurs est et reste contrainte de produire le lait C excédentaire. La segmentation ne fait, par conséquent, qu'instaurer un désarroi supplémentaire et le marché devient de moins en moins transparent.

En ce qui concerne les acheteurs de lait et les transformateurs, on regrette l'absence de volonté de mettre ce système en œuvre. Pour une mise en pratique systématique, il faudrait des contrôles aussi rigoureux qu'exhaustifs auprès des acheteurs de lait et des laiteries ainsi que des déclarations sans lacunes à envoyer à la BOM au sujet de l'achat, de la vente et de la transformation du lait.

Werner Locher (BIG-M)

Calendrier de l'EMB

Veillez trouver ici quelques rendez-vous et événements importants de l'EMB en septembre 2012:

- 19.9. : Événement de clôture de Good Food March à Bruxelles
- 20.9. : Réunion du comité directeur de l'EMB à Bruxelles

Contact:

EMB – European Milk Board, Office
Bahnhofstraße 31, D – 59065 Hamm, Germany
Tel.: 0049 – 2381 – 4360495
Fax: 0049 – 2381 – 4361153

office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org